Renseignor
le Renseignement ouvert par la radio

N° 668 le 15 avril 2011

L'éditorial d'Eric Denécé

Il n'est nul besoin d'insister sur la nature hautement critiquable de la dictature imposée, depuis 1969, par Moammar Kadhafi à ses concitoyens. Face à une telle situation, rien n'est plus légitime que l'aspiration à plus de liberté et de démocratie.

Néanmoins, l'étude des faits conduit à affirmer que la « révolution » libyenne n'est ni démocratique, ni spontanée. Il s'agit d'un soulèvement armé de la partie orientale du pays, dans un esprit de revanche et de dissidence, qui tente de s'inscrire dans la dynamique du « printemps » arabe, dont il ne relève cependant pas.

Le mouvement libyen ne peut donc être comparé avec les révoltes populaires tunisienne et égyptienne.

Plus inquiétant, le CNT s'affirme n'être qu'une coalition d'éléments disparates aux intérêts divergents, dont l'unique point commun est leur opposition déterminée au régime. Les véritables démocrates n'y sont qu'une minorité, et doivent cohabiter avec des d'anciens proches du colonel Kadhafi, des partisans d'un retour de la monarchie et des tenants de l'instauration d'un islam radical

Le CNT n'offre, en conséquence, aucune garantie pour l'avenir, malgré la détermination des démocrates, car les autres factions entendent bien orienter le conseil dans le sens de leurs objectifs.

Surtout, la Libye est le seul pays du « printemps » arabe dans lequel le risque islamiste s'accroît, la Cyrénaïque étant la région du monde arabe ayant envoyé le plus grand nombre de djihadistes combattre les Américains en Irak.

Il semble donc que les puissances occidentales ont fait preuve d'un aventurisme excessif en s'engageant dans cette crise. Ce qui devait être une victoire facile est devenu un semi-échec en raison de l'inconsistance des forces rebelles. L'enlisement des opérations des insurgés ne leur laisse que deux possibilités : un recul peu glorieux ou un engagement accru dans le conflit, notamment par l'envoi d'unités terrestres.

L'intervention occidentale est en train de créer plus de problèmes qu'elle n'en résout. Elle risque fort de déstabiliser toute l'Afrique du Nord, le Sahel, le Proche-Orient, et de favoriser l'émergence d'un nouveau foyer d'islam radical, voire de terrorisme, en Cyrénaïque.

La coalition parviendra peut-être à éliminer le guide libyen. Mais l'Occident doit prendre garde qu'il ne soit pas remplacé par un régime plus radical et tout aussi peu démocratique.

Révolte libyenne et terrorisme international...

Un ancien membre d'Al-Qaïda pour entraîner les insurgés libyens...
Les révélations de *WikiLeaks* n'ont pas fini d'étonner comme celle racontant l'histoire d'un Libyen, membre d'Al-Qaïda, qui fut libéré par les États-Unis à la demande de Moammar Kadhafi, qui semble aujourd'hui jouer un rôle important dans la rébellion libyenne contre le régime du colonel. Abou Ben Qumu a passé cinq ans à Guantanamo pour avoir eu la rare distinction de figurer sur la liste du personnel rémunéré d'Al-Qaïda. Aujourd'hui il entraîne un groupe de rebelles à Benghazi pour des actions soutenues par les États-Unis. Il y a six ans pourtant, le Pentagone avait estimé que libérer ce Libyen de Guantanamo poserait un risque important pour les États-Unis et leurs alliés. Né à Darna, ville de Libye qui a fourni le plus de kamikazes pour des attentats suicide contre les forces américaines en Iraq, Abou Ben Qumu s'est battu contre les troupes américaines en Afghanistan. Il fut capturé au Pakistan et incarcéré à Guantanamo en 2002. Mais cinq ans plus tard Moammar Kadhafi, alors un allié de Washington dans la guerre contre Al-Qaïda, a obtenu qu'Abou Ben Qumu lui soit remis. À l'époque le colonel courtisait les islamistes de Libye pour tenter de les détacher de l'influence d'Al-Qaïda. De Guantanamo, Abou Ben Qumu échoue donc dans une prison libyenne, avant d'être amnistié l'an dernier.
(Radio Vatican, le 25-04-2011)

Explosion d'une voiture piégée à Benghazi...
Une voiture piégée a explosé, hier à Benghazi, le fief de la rébellion libyenne. Il n'y a pas eu de victimes, mais chacun relève que c'est la première attaque du genre depuis le début du soulèvement.
(Médi-1, le 04-05-2011)

Au moins cinq personnes ont été blessées dans l'explosion d'une voiture piégée à Benghazi, à l'est de la capitale libyenne, Tripoli, ont annoncé des sources officielles et hospitalières. Selon les témoins oculaires, cette voiture piégée a explosé mardi soir à 200 mètres des locaux du tribunal central de Benghazi et du siège du Conseil national de transition libyen. C'est la première fois, depuis le début des émeutes populaires contre le régime de Kadhafi, qu'une voiture piégée explose à Benghazi.
(La voix de la République islamique d'Iran, le 04-05-2011)

Tentative avortée de détournement d'un vol Alitalia vers la capitale libyenne...
L'agence de presse *ANSA* rapporte qu'un passager présenté comme étant un Kazakh a tenté de détourner, hier, un vol d'Alitalia vers la Libye, avant d'être maitrisé par le personnel navigant. L'intéressé aurait placé un objet acéré contre le cou d'une hôtesse avant d'exiger que le vol Paris - Rome se rende à Tripoli. Un steward a réussi à l'assommer et l'hôtesse s'en est tirée avec une légère blessure. L'apprenti pirate a été mis à la disposition de la police italienne à Rome.
(La voix de l'Amérique, le 25-04-2011)

En Italie, intensification des mesures de sécurité après les menaces de Kadhafi...
À la suite des menaces de Kadhafi contre l'Italie, le gouvernement de Rome a intensifié les mesures de sécurité dans ce pays. Dans un discours télévisé, Kadhafi avait indiqué, en réaction au bombardement de Libye par les avions italiens, que la guerre serait transférée en Italie. Le dictateur libyen a souligné que cette décision est prise à la demande du peuple libyen et qu'il ne peut rien y faire. Roberto Maroni, le ministre italien de l'Intérieur, a précisé à ce propos qu'il ne fallait pas négliger les menaces de Kadhafi et que la situation est très dangereuse.
(La voix de la République islamique d'Iran, le 02-05-2011)

Selon un responsable des services de sécurité algériens, Al-Qaïda au Maghreb islamique se serait procuré des missiles sol-air en Libye...
Le conflit en Libye, selon un responsable des services de sécurité algériens, profiterait à l'organisation Al-Qaïda au Maghreb islamique. Cette dernière aurait réussi à se procurer des armes, dont des missiles sol-air, et à les acheminer clandestinement vers le nord du Mali. Ce responsable algérien parle notamment d'un convoi de huit pick-up parti récemment de l'est de la Libye et qui aurait livré, ces derniers jours, une cargaison d'armes dans les bastions d'AQMI dans le nord malien.
(Médi-1, le 05-04-2011)

Le Maghreb mis en péril par la révolte libyenne...

Selon des sources algériennes, la dégradation du climat sécuritaire en Kabylie est liée au conflit en Libye...
Le quotidien *L'Expression* donne la parole, ce matin, à plusieurs sources sécuritaires qui établissent un lien direct entre les évènements de ce week-end et le conflit libyen. Selon le journal, il ne fait aucun doute que ces attaques sont l'œuvre de l'ex-GSPC et que ce dernier a reçu des armes en provenance de Libye.
(Médi-1, le 18-04-2011)

Le Maghreb mis en péril par la crise libyenne et la montée en puissance d'Al-Qaïda au Maghreb islamique...
La chaîne américaine *Fox News* estime que la crise libyenne et la montée en puissance d'Al-Qaïda au Maghreb islamique, mettent en péril la région du Maghreb, une situation précaire qui n'est pas sans rappeler, conclut la chaîne de télévision, le contexte afghan des années 1980.
(Médi-1, le 20-04-2011)

Al-Qaïda au Maghreb islamique pourrait devenir la première armée de la région saharo-sahelienne...
Le conflit en Libye est un facteur d'insécurité dans l'ensemble de la région saharo-sahelienne. Les armes circulent et atterrissent entre les mains de combattants d'Al-Qaïda au Maghreb islamique, nouveau nom de l'ex-GSPC et principal défi posé aux États de la région. Les chefs d'état-majors d'Algérie, du Mali, du Niger et de Mauritanie en ont discuté à Bamako. Selon les informations qui ont filtré hier, il est avéré que des militants islamistes libyens prennent aussi part à ces combats et que cet arsenal, s'il devait ensuite prendre le chemin du Sahel, ferait d'AQMI la première armée de la région. C'est du moins ce qu'affirme un document issu de cette réunion à quatre.
(Médi-1, le 01-05-2011)

Pour prévenir tout risque d'extension, renforcement des positions militaires des pays frontaliers...

Accrochage entre des troupes fidèles à Kadhafi et l'armée tunisienne...
Des témoins ont rapporté ce matin que les troupes du leader libyen avaient eu un accrochage avec l'armée tunisienne. La Tunisie a dénoncé, jeudi soir, une violation de l'intégrité territoriale de son pays, parlant de dangereuse escalade militaire.
(Deutsche Welle, le 29-04-2011)

Les forces libyennes ont franchi la frontière avec la Tunisie hier vendredi, alors que les combats avec les forces antigouvernementales ont fait rage le long de la frontière occidentale du pays. Les combats se poursuivent en Libye entre les forces loyales à Moammar Kadhafi et les forces antigouvernementales soutenues par l'OTAN. Il y a eu des affrontements violents vendredi dans la ville tunisienne de Dehiba, qui se trouve à proximité de la frontière avec la Libye. Selon *Al-Djazira*, une femme tunisienne a été tuée au cours de l'attaque. Les forces tunisiennes affirment avoir échangé des tirs avec les forces loyales au colonel Kadhafi et les avoir repoussées en Libye. Des dizaines de soldats libyens ont été mis en détention. La Tunisie a adopté une position neutre vis-à-vis de la situation en Libye, notamment parce que son propre dirigeant, Zine Al-Abidine Ben Ali, a été renversé lors d'une révolution en janvier. Mais le gouvernement tunisien actuel a convoqué l'ambassadeur libyen pour protester officiellement contre les récentes violations frontalières.
(Radio Japon international, le 30-04-2011)

Renforcement des positions de l'armée tunisienne le long de la frontière avec la Libye...
L'armée tunisienne a renforcé, aujourd'hui, sa présence à sa frontière sud avec la Libye, près du poste frontalier de Dehiba, après des combats qui ont opposé, dimanche en Libye, dans le secteur, forces kadhafistes et forces rebelles, laissant huit morts. Des soldats tunisiens ont aménagé de nouvelles positions de part et d'autre de la route, à 500 mètres du poste frontalier, et des véhicules de l'armée,

avec une mitrailleuse sur le toit, circulaient sur la route. Les membres de la garde nationale tunisienne portent désormais gilets pare-balles et fusils d'assaut.
(La voix de la République islamique d'Iran, le 04-05-2011)

Le Soudan déploie des forces militaires le long de sa frontière avec la Libye...
Le ministère soudanais des Affaires étrangères a annoncé que le Soudan a déployé des forces militaires sur ses frontières avec la Libye. Les forces soudanaises ont expulsé le personnel du consulat de Libye à El-Fasher, chef-lieu du Nord Darfour. Cette action témoigne de l'aggravation de la situation sécuritaire en Libye, pouvant entraîner des dangers pour la région du Darfour située dans l'ouest du Soudan. « Les forces de l'armée et de la police se sont positionnées, depuis quelques jours, sur les frontières avec la Libye », a fait savoir le porte-parole du ministère soudanais des Affaires étrangères, Khaled Moussa.
(La voix de la République islamique d'Iran, le 05-05-2011)

Les soutiens à Kadhafi : mercenaires et nations amies...

Les Libyens installés en Égypte accusés de déstabiliser l'est de la Libye...
Le Conseil national de transition, CNT, formé par les insurgés libyens, a demandé au Caire d'empêcher des Libyens établis en Égypte de déstabiliser l'est de leur pays, aux mains de la rébellion, et de financer le gouvernement de Moammar Kadhafi. Le chef du CNT, Mustafa Abdeldjelil, a accusé un cousin de Kadhafi, Ahmed Khadaf Al-Dam, de vendre des avoirs libyens en Égypte, afin de collecter des fonds au profit du gouvernement de Tripoli qui fait l'objet de sanctions financières et économiques de la part de l'ONU.
(La voix de la République islamique d'Iran, le 25-04-2011)

L'Algérie accusée de soutien au régime de Kadhafi...
Le chef des insurgés en visite au Koweït a une nouvelle fois accusé hier l'Algérie de soutenir le régime Kadhafi en lui fournissant du matériel et en favorisant l'entrée en Libye de mercenaires.
(Médi-1, le 25-04-2011)

La majorité des mercenaires recrutés par Kadhafi seraient des membres du Front Polisario...
Selon le *Daily Telegraph,* la majorité des mercenaires recrutés par le colonel Kadhafi sont des membres du Front Polisario, source d'instabilité supplémentaire pour la région. Moammar Kadhafi aurait donc dépensé plus de deux millions de livres, soit 2,3 millions d'euros, pour recruter des mercenaires, et ces mercenaires auraient été en majorité recrutés au sein du Polisario, affirme le *Daily Telegraph* qui se fonde sur de hauts responsables de l'OTAN. Selon le quotidien conservateur, les détails du recrutement de 450 mercenaires des camps de Tindouf en Algérie, où sont basés les membres du Polisario, auraient été livrés à l'OTAN par un ancien membre du régime Kadhafi qui aurait fait défection. Selon ce personnage dont l'identité reste inconnue, les mercenaires se seraient vu offrir des sommes allant jusqu'à 10 000 dollars pour combattre pendant deux mois auprès des forces du colonel Kadhafi. Cet accord aurait été conclu le mois dernier au moment d'une avancée significative des forces rebelles sur Tripoli. D'autres mercenaires, mais moins nombreux, auraient également été recrutés au Niger et au Mali, ainsi qu'au Tchad, en République démocratique du Congo et au Soudan. Certains auraient même été recrutés en Asie et en Europe de l'Est. Le *Telegraph* rappelle que les rebelles qui se battent contre le régime du colonel Kadhafi ont accusé les mercenaires d'être régulièrement les auteurs d'atrocités.
(Médi-1, le 22-04-2011)

Le dictateur libyen a dépensé 3,5 milliards de dollars pour enrôler des mercenaires africains en vue de réprimer les manifestants. C'est ce qu'a révélé le quotidien britannique *Daily Telegraph*, dans son édition de jeudi, citant un ancien responsable du régime sous couvert de l'anonymat, qui a rejoint l'opposition. « Chaque mercenaire reçoit 10 000 dollars en échange de deux mois de collaboration avec les forces de Kadhafi », toujours selon cet ancien responsable libyen. « Les responsables libyens ont fait appel à des dizaines de guerriers liés aux groupes rebelles, au Niger et au Mali, pour réprimer les manifestants », précise le *Daily Telegraph*.
(La voix de la République islamique d'Iran, le 22-04-2011)

Kadhafi serait de plus en plus dépendant des mercenaires étrangers...
Jennifer Rubin, citant un ancien proche du régime maintenant passé dans l'opposition, écrit dans le *Washington Post* que 450 mercenaires appartenant en majorité à la tribu saharaoui participeraient à la répression des insurgés. Ils toucheraient 10 000 dollars pour deux mois de combat. Le Polisario rejette ces allégations, poursuit Jennifer Rubin, mais les preuves s'accumulent que Kadhafi est de plus en plus dépendant des combattants étrangers. Selon un officier supérieur de l'OTAN, le dictateur libyen recruterait aussi en Afrique sub-saharienne et peut-être même en Asie et en Europe de l'Est. La journaliste américaine qui n'a pu obtenir confirmation de ces informations du département d'État estime que si elles sont exactes, elles sont importantes pour au moins deux raisons. La première, sans les mercenaires et avec les pressions suffisantes sur le gouvernement libyen, les rebelles pourraient l'emporter. La seconde, la présence de combattants étrangers constitue une menace pour les troupes américaines et les forces de l'OTAN. Si ces mercenaires sont en Libye avec le consentement, ou l'aide de leurs pays d'origine, ces derniers doivent être avertis qu'ils doivent être prêts à en assumer les conséquences. Quant aux autres, comme les membres du Front Polisario, ils devraient être traités comme des groupes terroristes.
(Médi-1, le 27-04-2011)

« L'implication d'étrangers dans des actions criminelles contre la population civile serait grave et en contradiction avec les résolutions 1970 et 1973 du Conseil de sécurité », a affirmé lors d'un point-presse le porte-parole du ministère français des Affaires étrangères, Bernard Valero. Il était interrogé pour savoir s'il pouvait confirmer des informations selon lesquelles le colonel Kadhafi aurait recruté, sur le territoire tchadien, des Touaregs et des Toubous tchadiens, pour aider ses forces militaires. Également interrogé sur des informations faisant état d'une éventuelle aide de l'Algérie au régime de Moammar Kadhafi, en facilitant des accès aux frontières ou en lui livrant du pétrole, le porte-parole du ministère français des Affaires étrangère n'a pas répondu précisément. « Alger a démenti l'implication de mercenaires algériens sur le territoire de la Libye », a annoncé le porte-parole du ministère algérien des Affaires étrangères, Amar Belani.
(La voix de la République islamique d'Iran, le 16-04-2011)

L'aide occidentale aux insurgés libyens...

Des conseillers militaires britanniques, italiens et français pour aider les insurgés libyens...
L'Europe va former les opposants libyens à la guerre. Après Londres hier, Rome et Paris annoncent en effet aujourd'hui l'envoi de militaires à Benghazi. Ainsi pour transmettre son savoir faire, l'Italie va mettre dix instructeurs à disposition du Conseil national de transition. La France enverrait, elle, moins de dix officiers de liaison pour prodiguer des conseils d'ordre technique, logistique et organisationnel au CNT. « Nous allons vous aider », la promesse de Nicolas Sarkozy, ce midi, au président du Conseil libyen de transition.
(Radio Vatican, le 20-04-2011)

Après la Grande-Bretagne, la France et l'Italie annoncent, à leur tour, l'envoi de conseillers militaires pour superviser les insurgés libyens regroupés au sein du Conseil national de transition. Avant-hier la Grande-Bretagne avait annoncé l'envoi d'une équipe pour aider la rébellion libyenne, sans participer au combat ni fournir les armes. Par ailleurs, Hillary Clinton, la secrétaire d'État américaine, a expliqué qu'un plan de 25 millions de dollars était à l'étude pour fournir de l'assistance technique aux rebelles.
(La voix de l'Amérique, le 21-04-2011)

Washington déploie des drones *Predator* pour mener des raids en Libye...
L'armée américaine a commencé à envoyer des drones armés au-dessus de la Libye pour lancer des attaques de précision sur les troupes du colonel Kadhafi. Le secrétaire américain à la Défense, Robert Gates, a déclaré à la presse jeudi, que le président Barack Obama avait approuvé l'utilisation de deux avions *Predator*. Les forces multinationales sous l'égide de l'OTAN n'ont pas encore pris le contrôle de la situation en Libye, plus d'un mois après le début des frappes aériennes contre l'armée libyenne régulière. L'utilisation de drones *Predator*, capables de voler à basse altitude, va permettre de lancer des attaques de précision contre les forces pro-Kadhafi dans les zones urbaines. La France et la Grande-Bretagne ont franchi un pas supplémentaire dans leur engagement en Libye en dépêchant des

officiers de liaison afin de conseiller les rebelles sur les questions stratégiques. Washington subit une pression croissante pour en faire autant de son côté.
(Radio Japon international, le 22-04-2011)

Embarrassant échec d'une opération des services secrets britanniques...

C'est un véritable camouflet pour Londres. Les services secrets de sa majesté ont échoué ce week-end à rentrer en contact avec l'opposition libyenne. Un fiasco qui embarrasse le gouvernement de David Cameron sous le feu de la critique de la presse. L'équipe diplomatique londonienne, qui était arrivée en hélicoptère, de nuit, près de Benghazi, a été rapidement arrêtée parce qu'elle était venue sans accord préalable. C'est ce qu'a expliqué l'opposition libyenne. Les Britanniques ont ensuite été relâchés hors du pays. Leur hélicoptère et tout leur armement leur ont été confisqués.
(Radio Vatican, le 07-03-2011)

Après le scandale dévoilé sur l'envoi secret d'une délégation britannique dans l'est de la Libye, le Foreign Office britannique a dû faire face aux vives critiques des députés de divers partis, au sein du parlement. D'après l'*IRNA*, le ministre britannique des Affaires étrangères, William Hague, a remis, lundi après-midi, un compte-rendu des mesures prises par ce ministère vis-à-vis de la crise libyenne et défendu le projet de l'envoi d'un groupe de commandos de l'armée britannique, accompagné de quelques diplomates, dans l'est de la Libye. Certains députés ont considéré cette opération comme un scandale qui entache la diplomatie britannique et ils ont demandé que le secrétaire au Foreign Office présente ses excuses, voire démissionne. L'équipe qui avait été envoyée en Libye pour contacter et coopérer, comme le prétend le ministre, avec les opposants au régime Kadhafi, a été arrêtée aussitôt après l'atterrissage de son hélicoptère, à Benghazi, par les opposants au gouvernement libyen, une pluie de critiques s'abattant sur le ministère britannique des Affaires étrangères.
(La voix de la République islamique d'Iran, le 08-03-2011)

Selon le rapport de *Farsnews*, le site *Libya Al-Youm* a révélé que l'espion du MI-6 britannique, qui avait été arrêté la semaine dernière en Libye, portait sur lui une lettre signée de David Cameron, le Premier ministre britannique. *(La voix de la République islamique d'Iran, le 09-03-2011)*

Des bombes à sous-munitions et à uranium appauvri seraient utilisées sur le sol libyen...

Les experts militaires et sécuritaires accusent les forces de la Coalition internationale d'utiliser des armes contenant de l'uranium faiblement enrichi en Libye. Bien que la coalition occidentale démente l'usage de ces armes, les experts, qui ont analysé les photos sur les attaques de l'OTAN contre les installations militaires des forces kadhafistes, en ont conclu que la coalition a très probablement utilisé ces armes, qui, d'ailleurs sont très nocives pour la santé. À rappeler que pendant la première guerre du golfe Persique, aussi, les Américains ont lancé plus de 350 tonnes d'uranium faiblement enrichi sur le Koweït et l'Iraq. Les photos sur les bombardements en Libye, font aussi penser aux armements contenant de l'uranium que les États-Unis utilisaient en Iraq. Les États-Unis, la Grande-Bretagne, la France et Israël, ont rejeté la demande de la commission des droits de l'Homme, dans le sens de l'interdiction de l'usage de ces armes.
(La voix de la République islamique d'Iran, le 14-04-2011)

Selon Human Rights Watch, les troupes du régime de Moammar Kadhafi, le dictateur libyen, ont largué des bombes à sous-munitions sur la ville assiégée de Misrata. Cette organisation a déclaré qu'au moins quatre bombes à sous-munitions ont touché différents quartiers de la ville de Misrata. Human Rights Watch dit que l'utilisation des bombes à sous-munitions présente de grands dangers, aussi bien au moment de l'impact, que longtemps après l'explosion, pour les habitants de la ville. Human Rights Watch, en publiant un communiqué, a annoncé que les bombes qui n'ont pas fonctionné sont de type MIT-120. Fabriquées par l'Espagne, après l'explosion, elles se disséminent en 21 petites bombes projetées dans l'air. Selon ce même communiqué, chaque bombe à sous-munitions, après l'explosion, disséminent de petites particules meurtrières.
(La voix de la république islamique d'Iran, le 16-04-2011)

L'impact de la révolte libyenne sur les exportations d'hydrocarbures...

Les forces aériennes britanniques accusées d'avoir bombardé les installations du champ pétrolier libyen d'Al-Sarir...
Le vice-ministre libyen des Affaires étrangères, Khaled Kaaim, a accusé les forces britanniques d'avoir bombardé, mercredi, des installations pétrolières du champ d'Al-Sarir. « Des bombardiers britanniques ont mené, mercredi, un raid sur le champ pétrolier d'Al-Sarir, tuant trois gardiens du site et blessant d'autres personnes qui travaillent sur le champ », a déclaré M. Kaaim au cours d'une conférence de presse. Il a affirmé, par ailleurs, que le raid a fait des dégâts matériels, notamment sur le pipeline conduisant le pétrole du site Al-Sarir au port de Tobrouk contrôlé par la rébellion. D'importants champs pétroliers libyens se situent dans l'est du pays contrôlé par la rébellion. Le champ d'Al-Sarir, situé, dans le bassin de Syrte, est le plus important du pays, renfermant les plus importantes réserves pétrolières répertoriées.
(La voix de la République islamique d'Iran, le 07-04-2011)

Les insurgés libyens n'envisagent pas de reprendre prochainement les exportations de pétrole...
Les révolutionnaires contrôlant l'est de la Libye ont dit mardi qu'ils n'envisageaient pas de reprendre les exportations de pétrole et que leur priorité, pour le moment, était de protéger les installations pétrolières. « J'attends un point sur toutes les installations pétrolières dans la région tenue par la rébellion », a déclaré aux journalistes à Benghazi, Ali Tarhoni, un porte-parole du Conseil de transition national libyen, en charge des questions économiques, cité par l'*AFP*. « La première priorité est de protéger les installations, et non pas de produire », a-t-il dit, après avoir affirmé, en mars, que d'importants champs pétroliers produisant de 100 000 à 130 000 barils par jour, étaient situés dans la zone sous leur contrôle. La Libye, membre de l'Organisation des pays producteurs de pétrole (OPEP), exportait, en temps normal 1,49 million de barils par jour, en majeure partie (85%), vers l'Europe, selon l'Agence internationale de l'Énergie (AIE). Mais sa production a fortement chuté après le début de la révolte, le 15 février.
(La voix de la République islamique d'Iran, le 03-05-2011)

L'Union africaine et l'Organisation de la conférence islamique tentent d'obtenir un accord de cessez-le-feu...

L'Organisation de la conférence islamique participe à la réunion du groupe de contact international sur la Libye. Une haute délégation dirigée par le vice-secrétaire général de l'Organisation de la conférence islamique en charge des Affaires politiques de la région, Abdallah Bin Abdul Rahman Alam, va participer à la réunion du groupe de contact international sur la Libye. Cette réunion est prévue mercredi à Doha, la capitale du Qatar. Le représentant de l'OCI devra élaborer, de la part de son secrétaire général Ekmeleddin Ihsanoqlu, les points de vue de cette organisation sur la situation en Libye. Ce groupe de contact a été créé lors de la Conférence internationale sur la Libye, tenue le mois dernier à Londres. Sa responsabilité consiste à tenter de trouver une solution à la crise libyenne.
(La voix de la République islamique d'Iran, le 11-04-2011)

Les rebelles libyens ont refusé, lundi, la feuille de route initiée par l'Union africaine, appelant au cessez-le-feu entre les rebelles et les forces fidèles au dictateur libyen, Moammar Kadhafi, car elle ne comprenait pas l'éviction de Kadhafi. « Sa famille et lui doivent quitter la Libye », a insisté le leader rebelle, Mustafa Abdul-Jalil, lors d'une conférence de presse organisée à Benghazi. « Elle est déjà dépassée. Nous considérons que le départ de Kadhafi et de ses fils est une demande du peuple », a souligné M. Abdul-Jalil, chef du Conseil national de transition intérimaire. « Toute initiative ne tenant pas compte des cette demande populaire et primordiale ne vaut pas la peine d'être discutée. Kadhafi doit partir immédiatement », a-t-il dit. Le conseil des rebelles a fermement rejeté toute initiative de médiation qui pourrait conduire au maintien de Kadhafi au pouvoir.
(La voix de la République islamique d'Iran, le 11-04-2011)

Une délégation de l'Union africaine s'est rendue, après Tripoli, à Benghazi, pour tenter de convaincre

les révolutionnaires de déposer les armes. Lors de sa réunion, la veille avec Moammar Kadhafi, ce dernier a accepté la feuille de route proposée, pour une issue pacifique au conflit en Libye. Les rebelles libyens réclament le retrait des forces loyalistes et la liberté de manifester, avant d'envisager un cessez-le-feu. Le Conseil national de transition a exigé la libération de centaines de personnes disparues depuis la mi-février, et qui seraient aux mains des forces loyalistes. La feuille de route de la délégation de l'Union africaine, composée des présidents d'Afrique du Sud, du Mali, de la Mauritanie, du Congo, et du ministre ougandais des Affaires étrangères, prévoit notamment la cessation immédiate des conflits, la facilitation de l'acheminement de l'aide humanitaire aux populations et le lancement d'un dialogue entre les parties libyennes, en vue d'une période de transition.
(La voix de la République islamique d'Iran, le 11-04-2011)

« Moammar Kadhafi a accepté la feuille de route présentée par les médiateurs de l'Union africaine, en vue de mettre fin à la crise en Libye », a déclaré dimanche soir à Tripoli, le président sud-africain Jacob Zuma. Les médiateurs africains invitent, en outre, l'OTAN à mettre fin à ses bombardements contre les forces de Moammar Kadhafi, pour offrir une chance de succès à un éventuel cessez-le-feu. Les présidents africains étaient à Tripoli dimanche pour plaider en faveur d'un arrêt des combats qui ont fait, au moins 23 morts depuis samedi, à Ajdabiya et à Misrata, selon des sources médicales. La médiation devra se rendre lundi à Benghazi, siège de l'opposition, pour convaincre celle-ci de déposer les armes. Pour le moment les insurgés campent sur leurs positions : Il est hors de question, affirment-ils, d'accepter le cessez-le-feu, tant que Kadhafi et ses fils n'auront pas quitté le territoire libyen. Les présidents congolais, malien et mauritanien accompagnaient Jacob Zuma, hier dimanche, en Libye. Le ministre ougandais des Affaires étrangers a été, lui aussi, présent aux pourparlers avec Kadhafi, en qualité de représentant de l'Union africaine.
(La voix de la République islamique d'Iran, le 11-04-2011)

Renseignor
le Renseignement ouvert par la radio

Renseignor est une lettre hebdomadaire publiée par Isabel Intelligence
www.isabel-intelligence.org

en partenariat avec le Centre français de recherche sur le renseignement (CF2R)
www.cf2r.org

Directeur de la publication, directeur de la rédaction : Alain Charret – direction@renseignor.com

Comité de rédaction : Roger Charret, Eric Denécé, Yves-Marie Peyry – redaction@renseignor.com

Cf2R

Créé en 2000, le Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R) est un Think Tank indépendant qui a pour objectifs :
- Le développement de la recherche académique et des publications consacrées au renseignement et à la sécurité internationale.
- L'apport d'expertise aux parties prenantes, aux politiques (décideurs, administration, parlementaires, médias, etc.).
- La démystification du renseignement et l'explication de son rôle auprès du grand public.

—

Centre Français de Recherche sur le Renseignement
17 Square Edouard VII – 75009 Paris
Tel.: 01 53 43 92 44 – Fax.: 01 53 43 92 92

FOLLOW ME

http://twitter.com/renseignor